



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

financement de la transition énergétique

Question au Gouvernement n° 1699

Texte de la question

FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Sarles.

Mme Nathalie Sarles. Ma question s'adresse au ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Six cents personnalités, dont deux cent quarante députés sur ces bancs, ont signé l'appel lancé par Pierre Larouturou et Jean Jouzel visant à créer un pacte finance-climat à l'échelle européenne.

Parallèlement, notre jeunesse se mobilise, notamment devant votre ministère, et tire la sonnette d'alarme sur l'urgence climatique et la diminution de la biodiversité. Alors que les grands débats que nous organisons dans nos territoires font remonter les vrais enjeux en matière de transition écologique et de justice fiscale, la question du financement de cette transition, qui ne peut être que solidaire, se pose. Celle de son échelle d'action, également.

Nous connaissons les investissements structurels nécessaires à la transformation en profondeur de notre société. Nous savons également que la pollution ne s'arrête jamais aux frontières. Certains de nos concitoyens nous disent qu'ils ne perçoivent pas le bénéfice de l'Europe dans leur quotidien. D'autres estiment en revanche que l'enjeu climatique devra être le socle de notre future Europe.

À ce titre, monsieur le ministre d'État, je voudrais vous citer une des propositions remontées dans ma circonscription, à Renaison, le 11 février dernier : « L'échelle d'action doit être européenne. C'est l'urgence. »

Nous entendons les Français : ils veulent une transition écologique juste, sans que cela ne leur coûte plus cher. Les besoins de financement sont immenses mais avons-nous, seuls, les moyens de cette transition ? Quelle part chacun – État, collectivités – devra-t-il prendre ? Comment mobiliser davantage nos partenaires, les banques, les grandes entreprises, pour les aider à comprendre où il faut investir désormais ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame la députée, vous l'avez dit, il y a urgence, et ce ne sont pas des millions qu'il faut pour répondre à cette urgence climatique, mais bien des milliards et des milliers de milliards.

M. Éric Straumann. En anciens francs, ça fait beaucoup !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Dans ces conditions, ce n'est pas uniquement avec l'impôt que nous financerons la transition écologique, bien au contraire !

En France, nous le savons, environ 30 milliards d'euros d'investissements manquent chaque année pour la transition écologique. Et les sommes s'accumulent.

M. Éric Straumann. Il faut que Nicolas Hulot revienne !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Que faut-il faire ? Certainement pas enclencher la planche à billets, ni répéter « y'a qu'à, faut qu'on » (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), ni faire croire que nous tomberions dans l'écologie punitive ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Au contraire, il faut rediriger de façon massive les investissements privés vers des projets qui sont bons pour la planète. Parce que c'est là aussi un enjeu de croissance.

C'est un relais de croissance potentielle, une source d'emplois non délocalisables, dans tous nos territoires. Vous l'avez dit, madame la députée, cela ne se fera pas uniquement à l'échelle de notre pays. C'est pourquoi la France est particulièrement dynamique, active et concrètement engagée au niveau européen, pour mobiliser ces fonds privés.

M. Éric Straumann. Et pourquoi Nicolas Hulot est-il parti, alors ?

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . C'est aussi pour cela que la France a fait de la lutte contre les inégalités et de la préservation de la planète un axe central du G7.

M. Jean-Paul Lecoq. On voit bien les résultats !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Dans ce cadre, à l'occasion du *One Planet Summit*, nous allons mobiliser les banques et les investisseurs privés, afin qu'ils redirigent leur argent vers des projets bénéfiques pour la planète. C'est notre objectif, et nous travaillons à l'atteindre.

Et il y a mobilisation générale parce que, oui, nous sommes en guerre contre le changement climatique.

M. Éric Straumann. C'est Clemenceau !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Et, comme souvent dans ces cas, l'argent est le nerf de la guerre. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Franck Marlin. Que des mots !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Non, ce ne sont pas que des mots !

Mesdames, messieurs les députés du groupe Les Républicains, quelles solutions proposez-vous pour financer la transition écologique ? (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Éric Woerth. Allons, allons !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État . Nous devons aller au-delà de l'impôt, car ce n'est pas lui qui la financera. Mobilisons les banques et les investisseurs privés ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nathalie Sarles](#)

Circonscription : Loire (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1699

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [21 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 février 2019](#)